

BULLETIN

Campagne internationale sur la dette illégitime

Edition 7, juin 2008 *English version / Version française / español disponible.*

A propos de ce bulletin

Ce bulletin est une publication qui sortira tous les deux mois qui a pour but de résumer toutes les actions récentes et à venir, des campagnes sur la dette illégitime. Ce bulletin est réalisé par le CADTM, Eurodad, Jubilé Sud et Jubilé USA.

Ce bulletin est à communiquer à un maximum de personnes intéressées. Merci d'envoyer vos réactions et commentaires à debtbulletin@illegitimatedebt.org

Le prochain numéro sortira en août. La date limite pour soumettre des articles sera le 15 août 2008

Plus d'information sur la campagne international sur la dette illégitime sur www.illegitimatedebt.org

2008 Semaine globale d'actions contre la dette et les IFIs 12 au 19 octobre 2008

Les dates pour la semaine globale d'actions 2008 contre la dette et les IFIs ont été fixées pour le 12-19 octobre. Cette semaine couvrira encore les réunions annuelles de la banque mondiale et du FMI; le jour international de l'éradication de la pauvreté, et l'anniversaire de la mort de Thomas Sankara.

SOMMAIRE

Actions contre le G8

- ✓ Lettre ouverte pour une annulation immédiate de la dette d'Haïti
- ✓ Jubilé Sud - APMDD (Mouvement sur la Dette et le Développement Asie Pacifique) au G8
- ✓ Forum des peuples au Mali - le contre sommet G8 africain
- ✓ Action contre le G8 en Belgique (Liège) - Tchant-Ché donne un coup de boule au G8 !

International

- ✓ Réunion stratégique Sud-Nord sur la dette illégitime
- ✓ La consultation de l'ONU insiste sur l'agenda inachevé de la dette
- ✓ Les prêteurs sont-ils sérieux sur la crise de la dette de 2015?

PUBLICATIONS

- ✓ La semaine de la critique 2008 du festival de Cannes a sélectionné le film de Philippe Diaz « La fin de la pauvreté ? »

Campagnes et actions

Amérique latine

- ✓ La dette du Nicaragua envers le Venezuela est-elle illégitime? - Jubilé Sud-Nicaragua
- ✓ 23-06 / 27-06 | Quito - Séminaire sur la banque du Sud
- ✓ Quito - Réunion des juristes le 8-9 juillet
- ✓ Soutien à la CAIC - LETTRE OUVERTE DE SOUTIEN AU PROCESSUS D'AUDIT EN ÉQUATEUR

EUROPE

- ✓ Adoption de la directive de la honte - « Libéralisme et solidarité à l'européenne ! »
- ✓ ECOSSE - Nouvelles de Jubilé Ecosse
- ✓ ESPAGNE - Campagne « Qui doit à qui? »
- ✓ BELGIQUE - PAS DE DEVELOPPEMENT SANS EMANCIPATION DES FEMMES

AFRIQUE

- ✓ Jubilé Sud Afrique tiendra son assemblée générale du 5 au 11 août 2008 à Nairobi
- ✓ Congo Brazzaville
- ✓ Mauritanie

ASIE

- ✓ Jubilé Sud - APMDD (Mouvement sur la dette et le développement Asie/Pacifique) à la réunion annuelle de la Banque asiatique de développement à Madrid

Actions contre le G8



Lettre ouverte pour une annulation immédiate de la dette d'Haïti

Des organisations de la société civile des pays du G8 et d'autres organisations européennes appelant tous les gouvernements du G8 à soutenir une annulation immédiate des dettes bilatérales et multilatérales d'Haïti ou un moratoire sur l'ensemble du service de la dette jusqu'à ce que la dette soit annulée.

http://www.eurodad.org/uploadedFiles/Lettre_ouverte_pour_Ministres_Finances_G8_Juin_08_FR.pdf et: www.eurodad.org

Au Japon

Tout le programme sur :
www.jca.apc.org/alt-g8/en

Jubilé Sud - APMDD (Mouvement sur la Dette et le Développement Asie Pacifique) au G8

Jubilé Sud- APMDD, au côté d'autres organisations, organise des forums publics sur la dette illégitime pendant la semaine du sommet du G8, qui se tiendra cette année sur l'île d'Hokkaido au Japon.

Forum public: Dette illégitime, études de cas et responsabilité du G8 et du Japon
Samedi 5 juillet 9:30 - 12:30 Lieu: Kaderu 27

Lidy Nacpil (JS - APMDD) présentera le concept de la dette illégitime, tandis que 4 personnes venant des Philippines, d'Indonésie d'Inde et du Bangladesh présenteront des études de cas de dette illégitime. Junko Okura (Jubilé Kyushu) traitera du rôle du Japon et du G8.

Ce forum est organisé par Jubilé Sud APMDD en collaboration avec ATTAC Japon, Pacific Asia Resource Center (PARC) Japon, St Columban's Society, Jubilé Kyushu, FDC - Philippines, INSAF Inde, INFID Indonésie, LDC Watch, South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE), CADTM.

Forum public - Dette illégitime, dette écologique et justice climatique

Lundi 7 juillet 10:00 - 13:00 Lieu: Sapporo Convention Center

La première partie de ce forum traitera de la menace du changement climatique pour les pays du Sud et du rôle des IFI et du financement par l'endettement. Lidy Nacpil de Jubilé Sud APMDD donnera une vue d'ensemble et introduira la discussion tandis que Md Shamsuddoha de EJWG Bangladesh et Florent Noel de Jubilé Sud Afrique du Cameroun présenteront des études de cas.

Vinod Raina (Inde) fera une présentation sur la dette écologique comme point de départ à la revendication de la justice climatique.

Janet Redman (IPS/SEEN), Karen Ornstein (Amis de la Terre International) et Fabby Tumiwa (IESR) apporteront un point de vue critique sur le rôle des IFI dans les « solutions » au changement climatique.

Les organisateurs de ce forum sont Jubilé Sud - Asia/Pacific Movement on Debt & Development (JS APMDD); Pacific Asia Resource Center (PARC), ATTAC Japon, St Columban's Society, Jubilé Kyushu, LDC Watch, South Asia Alliance for Poverty Eradication (SAAPE), IESR Indonésie, EJWG Bangladesh, les Amis de la Terre International, Sustainable Energy & Economy Network (SEEN).

En Afrique

Forum des peuples au Mali - le contre sommet G8 africain

« Tous ensemble pour construire un monde juste et solidaire »

Le Forum des Peuples est un espace d'éducation populaire et d'analyse des politiques néolibérales. Il vise l'interpellation des décideurs au plan national et international en ce qui concerne leurs politiques qui ont des conséquences désavantageuses sur la vie des populations. Le Forum des Peuples est aussi un espace de construction d'alternatives.

De ses éditions précédentes le Forum des Peuples a enregistré de nombreux acquis qui sont essentiellement :

- ✓ le renforcement des capacités et du pouvoir d'action des mouvements sociaux Malien et Africain
- ✓ une plus grande prise de conscience de ces mouvements sociaux en la mobilisation dans la diversité pour atteindre des objectifs communs contribuant à résoudre les problèmes qui minent l'Afrique.

Plusieurs thématiques sont traitées par le forum des peuples ; celles-ci sont entre autres les causes et les conséquences des nombreux conflits et guerres, l'endettement massif et lourd des pays et ses impacts sur les droits humains, la politique commerciale déséquilibrée du marché mondial, la politique répressive et sélective de l'immigration, les fausses promesses d'augmentation de l'aide publique au développement, le spectre grandissant de la pauvreté des pays du sud, bref le triomphe du capital financier et mondialisé qui marque notre époque et qui transforme les pays du sud en des terres destinées à l'exploitation et à la domination économique, sociale, politique et idéologique par les tenants du néolibéralisme.

Dans ce contexte, le combat de la CAD Mali est d'identifier au mieux les forces qui interviennent dans ce processus, d'analyser leurs visées et leurs stratégies, d'échanger les expériences au plan national et international avec les mouvements sociaux, et de les capitaliser afin d'ouvrir de meilleures perspectives pour l'ensemble des peuples dans un monde juste et solidaire.

Koulikoro, la deuxième région administrative du Mali, abrite cette 7ème édition du Forum des Peuples, du 6 au 10 juillet 2008.

<http://www.forumdespeuples.org/>

En Europe

Action contre le G8 en Belgique (Liège) - Tchant-Ché donne un coup de boule au G8 !

A l'occasion de la tenue du G8 au Japon, Tchant-ché se prépare à donner un coup de boule au G8 le 9 juillet 2008. Liège accueillera alors une invasion de coccinelles, boucliers anti-G8 pour lutter contre la perte des droits et faire entendre leurs revendications face aux géants du G8 dont l'annulation de la dette du Tiers Monde. Au programme : Parade - Théâtre de rue - Concerts - Débats - Tribunal Populaire. Plus d'info :

<http://tchantchescross.over-blog.com/>

International

Réunion stratégique Sud-Nord sur la dette illégitime

Après Dakar, La Havane, ..., du 8 au 14 septembre aura lieu une réunion stratégique internationale des campagnes dette, à Bangkok. Il s'agira de se mettre autour de la table pour faire le point de la situation actuelle et surtout d'élaborer de nouvelle stratégie pour l'annulation de la dette.

La consultation de l'ONU insiste sur l'agenda inachevé de la dette

Par Alex Wilks, Eurodad

Des organisations de la société civile venant de tous les continents étaient présentes à New York le 29 et 30 juin pour assister à une consultation sur la dette organisée par le PNUD. La consultation - sur le thème : éviter une nouvelle crise de la dette en 2015 - était organisée dans le cadre du processus pour le financement du développement qui se clôturera à Doha au début du mois de décembre prochain.

En ouverture de la rencontre, Kamal Malhotra, conseiller principal auprès du PNUD pour une mondialisation inclusive, a donné un aperçu de plusieurs problèmes graves liés à la dette. Il a indiqué que plusieurs pays à faible revenu n'ont pas bénéficié du tout des programmes de réduction de dette existants, que les aides supplémentaires ont été lentes à arriver pour ces pays et pour d'autres, et que de nouveaux prêteurs deviennent très actifs. Il a également mentionné que les dettes odieuses de l'Irak ont été récemment annulées par les créanciers.

- ✓ Manuel Montes, Chef du service de

l'analyse et de l'élaboration des politiques au Bureau du financement du développement des Nations Unies, a déclaré que les engagements en matière de dette sont loin d'être tenus, et que les conditionnalités liées aux annulations de dettes ont parfois réduit l'investissement dans le développement. Il a aussi attiré l'attention sur le discours sur la dette dans le processus de Monterrey de 2002. Celui-ci mentionne que « débiteurs et créanciers doivent partager la responsabilité de prévenir et résoudre les situations d'endettement insoutenable » et que l'argent des annulations de dette doit venir s'ajouter à l'aide existante.

- ✓ Les organisations de la société civile ont insisté sur le fait que la dette continue d'être une question très urgente pour le développement humain et sa résolution une condition préalable à la réalisation de la justice sociale. Des représentants d'organisations de la société civile de la Bolivie, de la Jamaïque, du Kenya, du Zimbabwe, de la Zambie, de l'Allemagne, de la Norvège et du Mexique ont présenté des exposés.

Certains des intervenants ont donné le point de vue de leur pays, en exposant les défis majeurs du financement du développement qui perdurent pour les pays qui sont passés par les programmes PPTTE et IADM. Plusieurs critiques fortes ont été émises - par exemple par Patricia Miranda de Latindadd et Muytwa Sitali de Jubilé Zambie - à propos de l'approche de soutenabilité de la dette, développée par la Banque mondiale et le FMI, qui laisse de nombreux gouvernements à court d'argent pour des dépenses vitales de réduction de la pauvreté. En autres obstacles, la dette interne - un problème croissant dans beaucoup de pays du Sud - est habituellement négligée, et les chocs des prix des matières premières et le manque de nouvelles sommes allouées au titre de l'aide ne sont pas non plus pris en compte comme il conviendrait.

De nombreux intervenants ont contesté la légitimité des exigences des créanciers, en expliquant que l'architecture financière, les rapports de force et les conditions de négociations particulières désavantagent les pays du Sud. Karina Saenz, membre de la commission officielle d'audit de la dette de l'Equateur (à laquelle Eurodad participe également), a expliqué dans les grandes lignes le processus d'investigation des origines, de la nature et des impacts des prêts de ce pays, un

processus qui doit se terminer en juillet.

Plusieurs intervenants - notamment Jurgen Kaiseer de Erlassjahr.de, membre d'Eurodad - ont appelé à de nouveaux accords internationaux pour un arbitrage impartial et transparent des différends liés à la dette. Oscar Ugarteche de Latindadd et de l'Universidad Autonoma de Mexico est allé plus loin, en appelant les gouvernements du Sud à former des institutions régionales plus fortes, puisque les institutions mondiales ne travaillaient pas dans leur intérêt.

D'autres orateurs - par exemple Kim-Marie Spence du think tank jamaïcain CaPRI - ont approuvé l'approche du Consensus de Monterrey selon laquelle la responsabilité de la prévention d'un mauvais endettement revient aux gouvernements récipiendaires comme aux créanciers. Spence et le représentant du FMI Christian Beddies étaient d'accord sur le fait que les gouvernements doivent mener leur propre analyse indépendante de la soutenabilité de leur dette plutôt que d'attendre que les organisations internationales ne le fassent pour eux.

Des représentants des gouvernements français et tanzanien ont également pris la parole. Le FMI, la Banque mondiale et la Cnuced ont apporté leurs contributions en donnant le point de vue des organisations internationales. Parmi d'autres éléments à noter, Carlos Braga, désormais chargé du département dette à la Banque mondiale, a déclaré que « il faut faire beaucoup plus ».

Beaucoup de participants ont souligné que le danger d'une nouvelle crise majeure de la dette était déjà clairement présent. Et cela en partie à cause de l'inadaptation des mécanismes officiels actuels et d'un nouvel essor de prêts par des prêteurs privés et des gouvernements qui n'étaient pas actifs auparavant dans les opérations de crédit international. Des approches telles que celles énoncées dans la Charte d'Eurodad pour un financement responsable ont été recommandées pour réguler et améliorer cet aspect, en assurant la participation et le contrôle des populations à toutes les étapes du processus d'emprunt et de remboursement.

L'agenda et le compte-rendu de la rencontre, ainsi que des liens vers l'ensemble des présentations seront disponibles sur le site du PNUD à l'adresse <http://www.undp.org/poverty/inclglob-debtflow.htm> et seront formellement soumis au processus de l'ONU pour le financement du développement en juin.

Les prêteurs sont-ils sérieux sur la crise de la dette de 2015?

by Gail Hurley, Eurodad: ghurley@eurodad.org

En matière de dette des pays en développement, la question qui domine actuellement parmi les décideurs politiques est comment éviter une autre crise de la dette d'ici cinq ou dix ans. Suite aux promesses de 55 milliards de dollars supplémentaires d'annulation de dette multilatérale pour les pays pauvres très endettés (PPTÉ) en 2005, de nombreux gouvernements des pays créanciers ont eu tendance à décrire l'annulation de dettes comme "chose faite" et ont essayé de faire rapidement glisser le débat vers les moyens d'éviter l'accumulation d'un nouvel endettement insoutenable.

En toute logique, cela devrait susciter une réflexion - de la part des emprunteurs et des prêteurs - sur les raisons qui ont abouti à un surendettement aussi important au départ. Comment et pourquoi certains pays ont accumulé des montants aussi élevés de dettes impayables? La réponse à cette question aidera la communauté internationale à concevoir des outils adaptés pour éviter une crise de la dette en 2015 ou 2020.

Une littérature fournie existe d'ores et déjà et pointe du doigt quelques-unes des causes principales de la crise de la dette actuelle des pays en développement. L'éventail des facteurs explicatifs mentionnés comprend l'effondrement du prix des matières premières, la hausse unilatérale des taux d'intérêt et l'appréciation du dollar qui a créé des tensions sur la position fiscale et la balance des paiements de nombreux gouvernements et les a forcés à refinancer des prêts arrivant à échéance par de nouveaux prêts. Une littérature importante a également mis en avant le rôle des banques occidentales qui ont ignoré les signaux de l'imminence de la crise de la dette et ont aggravé le portefeuille de dettes de nombreux pays débiteurs en finançant des prêts arrivant à échéance avec des prêts à plus court terme. Et bien que le rôle de "l'obsession du prêt" (prêts destinés à se défaire des surplus de pétrodollars déposés dans les banques occidentales par les pays exportateurs de pétrole) a été mise en lumière par de nombreux auteurs ayant écrit sur le sujet, le rôle de la dette odieuse et illégitime comme facteur explicatif clé a jusqu'à présent été remarquablement négligé.

Article complet:
<http://www.eurodad.org/whatsnew/articles.aspx?id=2424>

PUBLICATIONS

La semaine de la critique 2008 du festival de Cannes a sélectionné le film de Philippe Diaz « La fin de la pauvreté ? »

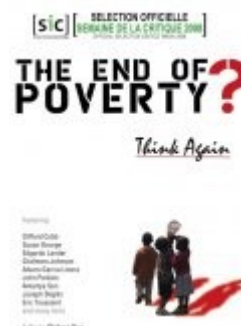
Avec tant de richesses dans le monde, comment peut-on avoir autant de pauvreté? « La Fin de la Pauvreté? » retourne au début des temps modernes, au début des temps coloniaux, pour comprendre quand mais aussi pourquoi tout cela a commencé? Les experts internationaux aussi bien que les victimes nous apportent des éléments de réponse, condamnant le colonialisme, l'économie de marché, la dette du tiers-monde, l'appropriation des terres et des autres ressources naturelles, qui entre autres condamnent les pays du tiers-monde et tous ceux qui s'efforcent de survivre dans un environnement toujours plus hostile. N'est-il pas temps de se demander pourquoi aujourd'hui 25% de la population mondiale consomme plus de 85% des ressources de la planète?

Experts présents à Cannes du 18 au 20 mai :

Clifford Cobb - Auteur et historien spécialisé dans les problèmes d'inégalités dans le monde - Ancien Président et actuel chef de projets à la Robert Shalkenbach Foundation basée à New York (co-producteur du film)

Susan George - Auteur spécialisée dans les rapports Nord-Sud - Directrice associée et Cofondatrice du Transnational Institute à Amsterdam - Présidente de l'Observatoire de la Mondialisation à Paris - Cofondatrice d'ATTAC

Eric Toussaint - Président et fondateur du Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde - membre du conseil international du Forum Social Mondial Auteur spécialisé dans la dette du tiers monde.



Campagnes et actions

Amérique latine et Caraïbes

La dette du Nicaragua envers le Venezuela est-elle illégitime?

Jubilé Sud-Nicaragua

D'ordinaire, les 14 pays membres de Petrocaribe ont des raisons d'être reconnaissants envers le président Hugo Chavez. D'après les termes du contrat de fourniture du pétrole, le Venezuela a accepté de répondre à 100% des besoins en pétrole du pays au prix du marché: 50% payés sous 90 jours, et les 50% restants à 2% sur 25 ans avec deux années de grâce. De plus, les 50% non payés doivent rester dans le pays pour des projets sociaux et de développement supervisés bilatéralement. Ce sont bien sûr des conditions qu'aucun pays n'aurait pu attendre des compagnies pétrolières, des banques privées ou multilatérales, ou même des "donateurs" de la coopération traditionnelle. Selon la perspective de Jubilé Sud, il peut s'agir d'un cas où la dette devrait être remboursée puisqu'elle semble légitime et juste.

Cependant, des mouvements sociaux et plusieurs organisations au Nicaragua mettent en doute la légitimité de cette dette contractée par le gouvernement Ortega. Le principal argument invoqué est que l'usage et la canalisation des fonds sont loin d'être transparents ou de faire l'objet de comptes à rendre, encore moins de participation citoyenne dans les décisions sur la destination des fonds. Bien qu'il n'en soit pas de même pour d'autres pays récipiendaires, le processus au Nicaragua est en lui-même incroyablement alambiqué. Le Venezuela fournit le pétrole directement à l'entreprise nicaraguéenne de distribution du pétrole, PETRONIC, qui ensuite le revend à des compagnies privées comme Esso. Puis PETRONIC transfère 100% du produit de ses ventes à ALBANISA, qui à son tour transfère 50% de l'argent au Venezuela pour la partie dûe sous 90 jours, et paie les 50% restants sur 23 ans à un taux annuel de 2%. De la somme qui reste à payer, la moitié va au fonds social de l'ALBA et l'autre moitié dans les coffres d'Albanisa. L'économiste indépendant Adolfo Acevedo a calculé que l'an dernier ALBANISA a géré 800 millions issus du commerce du pétrole, ce qui veut dire qu'il devrait y avoir 200 millions mis de côté pour des projets sociaux. Cependant, Ortega a indiqué que l'aide du Venezuela au Nicaragua s'élève déjà à 520 millions. Il va sans dire que les chiffres ont semé la confusion et

l'inquiétude dans l'esprit de tout le monde puisque ce montant équivaut pratiquement à l'ensemble de "l'aide" extérieure du Nicaragua, et à plus d'un tiers des exportations totales du Nicaragua.

Au milieu de tous ces transferts d'argent, se pose la question de savoir où l'argent va réellement, à qui il appartient, et qui doit quoi à qui. Dernièrement, le gouvernement a affirmé qu'il ne s'agit pas de dette publique et que, légalement, elle n'a donc pas à être soumise à l'approbation du Parlement, examinée ou intégrée dans son budget. Si Albanisa est une entreprise semi-publique, alors la part privée de sa dette devrait être assumée par l'Etat en cas de défaut de paiement.

Le FMI a jusqu'ici suivi le raisonnement du gouvernement. Même les Etats-Unis sont restés silencieux, y voyant peut-être un bon exemple de partenariats "public-privé".

Les organisations indépendantes de la société civile et la coalition Jubilé au Nicaragua appellent au contraire à un audit public de ces accords. Bien que quelques groupes soient idéologiquement enclins à vilipender Chavez et la relation avec le Venezuela, d'autres groupes soutiennent que le schéma de coopération de l'ALBA mérite d'être soutenu en raison des principes qu'il défend, notamment la promotion d'alternatives au modèle du Consensus de Washington en matière de développement et de coopération. Le fait que le président de Petronic, le vice-président d'Albanisa et le Trésorier du Parti sandiniste au pouvoir soient une seule et même personne en dit long.

Un effort accru sur la transparence, la responsabilité et la participation citoyenne fait aussi partie d'un développement et d'une politique alternative. Le Venezuela doit préciser clairement si la coopération a pour but d'autoriser Ortega et son parti d'utiliser les fonds de l'ALBA/Petrocaribe à des fins de copinage et pour renforcer ses propres entreprises. Si c'est le cas, l'ALBA peut toujours être considérée comme une proposition géopolitique visant à rallier les gouvernements et les partis à sa cause, mais l'aspect idéologique sera mis en doute - c'est-à-dire de proposer une réelle alternative aux formules néolibérales pour enrichir certains tout en ne faisant des promesses aux pauvres que du bout des lèvres.

Après tous ces transferts d'argent et tours de passe-passe beaucoup de questions restent sans réponse: où va réellement l'argent, à qui appartient-il et qui doit quoi à qui. Si tout cela n'est pas mis au clair, à la fois la légalité et la légitimité de la dette seront alors mises en

cause.

EQUATEUR

23-06 / 27-06 | Quito

Séminaire sur la banque du Sud

Depuis 2006, plusieurs pays d'Amérique latine réfléchissent à la création d'une nouvelle banque alternative, la Banque du Sud, pour financer le développement économique et social de ses pays membres, fortifier les processus d'intégration régionale, diminuer les asymétries et réduire la pauvreté et l'exclusion sociale.

Afin d'avancer dans sa création, un Atelier régional, centré sur les aspects techniques de la Banque du Sud, se tient du 23 au 27 juin.

L'objectif est de réunir des experts nationaux, régionaux et internationaux pour proposer et discuter des options pour mettre en place les principes alternatifs de la Banque du Sud de manière soutenable, et obtenir comme résultat final une proposition qui contienne comme cadre de référence la participation et la transparence, dans les domaines de gestion et d'administration : financements, investissement, achats, audits et cycles opératoires, afin d'assurer le développement social, environnemental et économique de la Région.

Quito

Réunion des juristes le 8-9 juillet

Normalement des juristes se retrouveront à la suite de la commission d'audit en Equateur, afin d'affiner et d'élaborer des arguments pour la suspension du paiement de la dette en Equateur mais aussi en Amérique latine.

Soutien à la CAIC

Dans quelques semaines est attendu le Rapport Final de la *Commission d'Audit Intégral du Crédit Public de l'Équateur*, établi il y a un an suite à la décision du Président de ce pays, Rafael Correa. Nous estimons que c'est le moment pour que, depuis toute l'Amérique Latine et les Caraïbes, depuis le monde entier, nous exprimions notre soutien à ce processus historique et notre espoir de ce que cela contribue à l'obtention de la justice. Nous appuyons de cette façon la mobilisation des mouvements, organisations et peuples de l'Équateur, qui continuent dans leur lutte pour que ne soit pas payée une dette illégitime, pour que les responsables soient sanctionnés, et pour que ne s'accumulent pas de nouvelles dettes injustes.

NOUS INVITONS LES ORGANISATIONS DE TOUTE LA RÉGION ET DU MONDE ENTIER à ajouter leur soutien à cette LETTRE OUVERTE, en envoyant un mail a apoyoauditoria@gmail.com, jusqu'au 30 JUIN. Merci d'indiquer le nom et le pays de l'organisation, ainsi que les coordonnées pour vous contacter.

De plus, nous vous invitons à faire circuler cette lettre parmi les mouvements et organisations alliés. Au pied de la Lettre figurent quelques-uns des premiers soutiens déjà collectés, et nous vous invitons à consulter le site web début juillet pour voir la liste complète des signatures. Ce serait bien que dans chaque pays puisse être organisée une activité de diffusion et/ou de soutien à cette fin.

Nous attendons vos soutiens et de vos nouvelles!

Fraternellement,

JUBILÉ SUD/AMÉRIQUES

LETTRE OUVERTE DE SOUTIEN AU PROCESSUS D'AUDIT EN ÉQUATEUR

À Monsieur le Président de la République d'Équateur, Rafael Correa

Au Ministre des Finances, au Ministre Coordinateur de la Politique Économique, à l'Assemblée Constituante et à la CAIC -

Nous - organisations, réseaux, mouvements et personnes - qui signons cette carte voulons vous faire parvenir notre reconnaissance et soutien solidaire face à la mise en marche de la *Commission d'Audit Intégral du Crédit Public* (CAIC), audit qui a pour objectif d'élucider la légitimité des processus d'endettement imposés à l'Équateur, qu'ils soient légaux ou non, afin d'avancer dans l'application de mesures visant à rendre justice, à mettre fin à la domination et au saccage instrumentés au travers de la dette, et à restituer aux peuples équatoriens la souveraineté et les ressources qui leur appartiennent.

L'Audit intégral et participatif des Dettes ouvre une voie vers la construction d'un système financier autonome, conjointement à d'autres politiques que vous, Président Correa, n'avez cessé d'impulser, comme celle de créer une *Banque du Sud* de participation équitable entre les pays, ou celle de remettre en question la juridiction du CIADI - Conseil International d'Arbitrage des Investissements dépendant de la Banque Mondiale -, et la volonté manifeste de suspendre le paiement de certains crédits générateurs de dette illégitime.

Nous confions dans le fait que vous vous maintiendrez fermes sur cette voie, et de plus nous manifestons notre engagement de soutien

aux objectifs signalés et nous invitons tous les gouvernements d'Amérique Latine et des Caraïbes à se joindre à la recherche d'un continent libre et souverain.

PREMIERES SIGNATURES:

Jubilé Sud - Programa de Incidencia sobre Deuda Externa Ilegítima de la Federación Luterana Mundial - Jubilee USA - Alianza de Pueblos del Sur Acreedores de la Deuda Ecológica-Social - CLOC Via Campesina - Comité Ejecutivo Regional de la Asamblea de los Pueblos del Caribe CER-APC - COMPA - Cadtm Internacional- Latindadd - Red de Mujeres Transformando la Economía REMTE - CONACAMI Perú - Common Frontiers Canada - Red quebequense frente a la integración Continental - Marcha Mundial de las Mujeres Perú - Alianza Social Continental Capítulos nacionales de Argentina, Canadá, Cuba, México, Paraguay, Perú, Venezuela - CDES Ecuador - Fuerza Socialista Bolivariana de Trabajadores de Venezuela - Diálogo 2000 Argentina - Central de Trabajadores Argentinos - Bloque Popular Honduras - Jubileu Sul Brasil - Observatorio de la Deuda en la Globalización (España) - PAPDA Haití - Red Sinti Techan El Salvador - CESDE Colombia - Rede Brasil sobre las Instituciones Financieras Multilaterales - ATTAC Marruecos - Movimiento Social Nicaragüense - Centro de Estudios Internacionales de Nicaragua - Freedom from Debt Coalition Filipinas -Coalición sobre Deuda y Desarrollo de Zimbabwe ...

Envoyer soutiens à : apoyoauditoria@gmail.com
Pour plus
d'information : jubileosur@wamani.apc.org - www.jubileosuramericas.org -
www.jubileesouth.org

EUROPE

Adoption de la directive de la honte - « Libéralisme et solidarité à l'européenne ! »

Au Sud, ils meurent d'avoir été contraints d'ouvrir leurs frontières aux exportations agricoles européennes par la mécanique infernale de la dette imposée par le FMI et la Banque Mondiale. Au Nord, l'Europe publie sa directive transformant en délinquants passibles de plus d'une année d'enfermement les immigrants qui viennent gratter à notre porte pour demander le droit de vivre. Sans doute « la stratégie du choc » décrite par Naomi Klein dans son dernier ouvrage ? Nous sommes loin de l'inconscient collectif compassionnel et solidaire de la majorité des

citoyens. Alors que nous connaissons les causes de cette catastrophe planétaire, l'Europe veut endormir les inquiétudes de sa population par des annonces de dons : quelques centaines de millions de dollars comme des cachets d'aspirine pour soigner les symptômes trop visibles des morts annoncées. Remettre en cause la politique ultra libérale permettant de piller les richesses des pays dits, avec hypocrisie, en développement, le dumping par les exportations agricoles subventionnées qui ruinent leurs agricultures ou la dette illégitime qui saigne depuis 30 ans leur maigres finances, vous n'y pensez pas !

La directive retour qualifiée de directive de la honte a été adoptée le mercredi 18 juin au parlement européen avec une confortable majorité. Elle concerne les étrangers en séjour irrégulier au sein de l'Union européenne. Ce texte prévoit que le temps de la détention administrative des immigrés en séjour irrégulier pourra être prolongé jusqu'à 18 mois. Elle prévoit aussi la possibilité d'incarcérer et d'expulser des mineurs non accompagnés, de déporter des immigrés vers des pays qui ne sont pas leur pays d'origine et de leur interdire de revenir dans l'UE pour période pouvant aller jusqu'à 5 ans.

Le CADTM a lancé un appel contre cette directive de la honte et rappelle que l'annulation de la dette immédiate, totale et inconditionnelle est une des revendications à remplir afin de permettre à ces migrants de ne pas être poussés à fuir leur pays.

En français :

<http://www.cadtm.org/spip.php?article3470>
<http://www.cadtm.org/spip.php?article3448>

En espagnol:

<http://www.cadtm.org/spip.php?article3471>
<http://www.cadtm.org/spip.php?article3449>

En anglais:

<http://www.cadtm.org/spip.php?article3475>
<http://www.cadtm.org/spip.php?article3467>

ECOSSE

Nouvelles de Jubilé Ecosse

Kusfiardi, de Koalisi Anti-Utang (la campagne dette indonésienne) a rendu visite à Jubilé Ecosse en mai. Il était en tournée en Ecosse pour demander l'annulation des dettes dues par l'Indonésie pour le soutien militaire apporté par la Grande-Bretagne au général Suharto. Kusfiardi a parlé aux militants des circonscriptions électorales des ministres

britanniques de premier rang (Défense, Finance, Développement international et le Premier ministre). Il a rencontré des organisations de défense des droits humains et le chef de l'agence britannique de crédit à l'exportation. Kusfiardi a insisté sur le fait que le problème de la dette indonésienne ne se limite pas à des prêts octroyés, grâce à la corruption, à un régime corrompu; le problème tient aussi au fait que le système de surendettement est à la base du maintien des économistes néolibéraux et de leurs analyses économiques dans la politique indonésienne.

Pour plus d'informations et des photos, voir le blog de Jubilé Scotland :
<http://debtribunal.wordpress.com/>

ESPAGNE

Campagne « Qui doit à qui? »

Rencontre Sociale Alternative au Pétrole
Du 29 au 3 juillet se tiendra à Madrid le 19ème Congrès Mondial du Pétrole, qui réunira en Espagne les principales entreprises pétrolières et gazières du monde, ainsi que des représentants de gouvernements et d'institutions internationales. En parallèle à ce congrès, la société civile organisera la « Rencontre Sociale Alternative au Pétrole » (ESAP), qui se tiendra également à Madrid, du 27 juin au 3 juillet. (www.nomassangreporpetroleo.org).

Depuis la campagne « Qui doit à qui? », nous promovons et participons à l'ESAP via l'organisation, entre autres, d'ateliers sur les dettes illégitimes, sociales et écologiques issues du pétrole. Nous organiserons les ateliers suivants :

- Les Dettes illégitimes du Pétrole
- Le changement climatique et mécanisme de développement propre
- PetroReo
- « Haciéndole el Juego a las Transnacionales: la RSC a debate »
- La proposition du Yasuni en débat

Par ailleurs, nous élaborons des articles et matériels pour diffuser la relation entre les dettes et le pétrole.

BELGIQUE

PAS DE DEVELOPPEMENT SANS EMANCIPATION DES FEMMES

Samedi 5 et dimanche 6 juillet 2008 à Namur (Belgique)

Le CADTM Belgique organise le 5-6 juillet 2008 un week-end résidentiel sur le développement et les femmes. Ce week-end sera le moment

d'approfondir vos connaissances sur le féminisme, sur l'existence des courants féministes au Nord et au Sud. Ce sera aussi l'occasion de parler de l'impact de la dette sur les femmes, de comment appréhender le développement en tenant compte des femmes.
<http://www.cadtm.org/spip.php?article3451>



AFRIQUE

Jubilé Sud Afrique tiendra son assemblée générale du 5 au 11 août 2008 à Nairobi (arrivées le 4 août, départs le 12)

Cette assemblée est initialement pour les organisations membres de Jubilé Sud Afrique ou qui souhaitent adhérer à JSA pendant l'assemblée. L'adhésion au réseau Jubilé Sud Afrique est réservée aux organisations, groupes, réseaux, associations, etc, de l'Afrique continentale et de la diaspora africaine; les individus ne peuvent pas y adhérer.

L'assemblée de JSA est également ouverte aux observateurs (alliés, partenaires, amis, etc.), mais ceux-ci ne sont pas habilités à participer aux élections et autres questions organisationnelles de JSA, et devront prendre en charge tous les frais associés à leur participation à l'assemblée de JSA. Venez nombreux! Pour plus d'info, écrivez à afrijub@gmail.com

Comité de coordination de Jubilé Sud Afrique (Demba Moussa Dembele [Sénégal], Patricia Kasiamhuru [Zimbabwe], et Njoki Njoroge Njehu [Kenya])

CONGO Brazzaville

APASH/CADTM BRAZZA a participé à la semaine de l'environnement qui s'est déroulée du 5 au 15 Juin 2008 au Centre Culturel Français de Brazzaville et dont le thème retenu pour 2008 a été : « Non à la dépendance ! Pour une économie à faible émission de carbone » Ayant bénéficié d'un stand, APASH/CADTM BRAZZA a profité de cette occasion pour diffuser

ses dépliants, vendre les livres du CADTM et exposer les produits du recyclage des sachets (sacs, cartables, étuis à portable, chapeaux, ...) Beaucoup de dépliants ont été distribués sur divers thèmes:

- ° Le réchauffement climatique et les risques de la surconsommation et de la croissance
- ° Les dangers des sachets et plastiques
- ° Les effets de la Dette sur notre vie quotidienne
- ° L'OMC et ses secrets
- ° Les risques de la dégradation des Services Publics
- ° Thomas Sankara, Un avenir pour l'Afrique
- ° L'association APASH
- ° Les dangers des importations des poulets congelés
- ° Une bonne alimentation pour éviter les importations

En plus des dépliants, le schéma expliquant le lien entre la Dette, les Plans d'Ajustement Structurel, PPTTE et le Réchauffement climatique a été diffusé largement. L'animation du stand a consisté aussi en des discussions très animées avec le public ayant lu, sur place ou à la maison, nos dépliants. Des discussions, de nombreux contacts ont été établis avec des personnes évoluant dans divers secteurs (enseignants, agriculteurs, étudiants, environnementalistes, économistes...) Certaines de ces personnes ont manifesté ouvertement le désir d'adhérer à APASH ou de travailler en synergie avec l'association dans le cadre de l'exécution de certains projets.

En somme, la Semaine de l'environnement a été pour le CADTM/BRAZZA une réussite, occasion par laquelle le lien Dette- Pauvreté-Dégradation de l'environnement et réchauffement climatique s'est révélé au public. Une occasion pour APASH de dire, une fois de plus et de manière solennelle : non à la Dette odieuse, non à la mondialisation néolibérale et au capitalisme assoiffé des ressources naturelles, destructeur de l'environnement et émetteur principal du CO₂, Oui à un monde juste et un monde de production et de consommation respectueux de l'environnement et de l'homme.

MAURITANIE

Le réseau pour la promotion de la citoyenneté (ex comité de suivi des assises de la société civile mauritanienne), a entrepris une caravane de sensibilisation à travers trois régions à l'intérieur du pays (Trarza, Gorgol et Hodh el Gharbi) du 24 au 26 Avril 2008 sur la question douloureuse de la dette.

Ont participé à cette caravane: des centrales syndicales, des organisations de droits humains, des associations de presse, des ordres (avocats et experts comptables), des organisations de développement et des associations féminines. D'autres activités ont été menées à travers la presse (radio) par des émissions en langues nationales (Pulaar, Wolof, Soninké et Arabe). Dans un proche avenir, une autre campagne sera entamée à l'endroit des parlementaires. Contact : assisesscm@gmail.com

ASIE

Jubilé Sud - APMDD (Mouvement sur la dette et le développement Asie/Pacifique) à la réunion annuelle de la Banque asiatique de développement à Madrid

A l'occasion de la réunion annuelle de la Banque asiatique de développement (BAD) qui a eu lieu à Madrid, Jubilé Sud-Asia Pacific Movement on Debt and Development (JS APMDD) a été l'un des organisateurs du Forum et Dialogue de Solidarité qui a réuni des mouvements et ONG espagnols et asiatiques pour discuter de luttes et de sujets communs ; les discussions ont également porté sur l'impact de la BAD sur la vie des populations d'Asie et sur les campagnes en cours qui la mettent en cause.

L'une des séances a traité de la dette illégitime et des questions liées à l'aide avec des intervenants de Freedom from Debt Coalition des Philippines, Natalia Ablova du Bureau pour les Droits de l'Homme du Kirghizistan, et Iolanda Fresnillo de l'Observatoire de la Dette dans la Mondialisation (ODG, Observatoria de la Deuda en la Globalización).

La séance visait à échanger sur les questions et les luttes liées à la dette et à l'aide au développement. Des intervenants d'Asie et d'Espagne ont parlé des questions traitées par la campagne internationale Sud/Nord sur la dette illégitime, des appels et des événements récents. Des exemples de dettes illégitimes dans lesquelles la BAD est impliquée ont été évoqués lors de cette discussion.

Des groupes espagnols étant impliqués dans le processus international en cours sur la question de l'efficacité de l'aide, cette question a également été abordée durant la séance. D'autres thèmes abordés dans ce forum ont été : la privatisation de l'eau et des services d'électricité; le changement climatique; le

commerce, la souveraineté alimentaire, l'agriculture et les moyens de subsistance ; et les femmes et la mondialisation.

Forum et l' Institute for Essential Services Reform - Indonésie.

Les autres co-organisateur étaient: le Forum des ONG sur la BAD, la Campagne Qui doit à qui, l'association pour la coopération au Sud (Asociación para la Cooperación en el Sur, ACSUR), Ecologistas en Acción, les Amis de la Terre International, Freedom from debt Coalition-Philippines, l'Indian Social Action

A propos de ce bulletin

Le bulletin est la responsabilité du groupe international de facilitation des campagnes sur la dette illégitime qui a été créé à Nairobi. Ce groupe est composé de Jubilee Sud, CADTM, Jubilee USA et EURODAD. Ils assurent la réalisation des objectifs et des actions de l'Assemblée dette de la Havane (Septembre 2005) ainsi que des rencontres qui l'ont suivie. Les mouvements et groupes dette se sont mis d'accord pour appeler à une annulation immédiate, inconditionnelle de la dette du Sud ; dette qui est injuste, impayable et illégitime.

Les actions décidées pour cela:

- ✓ Faire en sorte que l'illégitimité de la dette soit reconnue officiellement
- ✓ Amener la problématique de la dette illégitime au sein des mouvements sociaux, des organisations de la société civile et du public en général.
- ✓ Mener des audits de la dette
- ✓ Développer des perspectives, des outils d'analyse, des instruments de plaidoyer sur la dette illégitime et sur les alternatives possibles au financement par l'endettement.

Les organisations travaillant sur la dette illégitime ont décidé à Nairobi de créer un court bulletin bimensuel pour résumer les actions récentes et futures. Cela complètera les listes et les bulletins existants en contenant seulement de courtes descriptions d'actions et d'articles portés sur des actions; courtes descriptions qui seront suivies de liens et d'adresses mail. Ces informations viendront du monde entier et de différents réseaux. En étant bi-mensuel, ce bulletin aidera les personnes très occupées dans leur propre campagne ou dans des campagnes communes de nous rejoindre. Il est nécessaire d'être court dans les descriptions d'actions d'une part du fait que beaucoup de personnes sont déjà surchargées d'informations par les listes et d'autre part pour faciliter la traduction dans les trois langues du bulletin à savoir l'anglais, le français et l'espagnol.

Un site internet a été créé et est en construction : www.illegitimatedebt.org

Le prochain bulletin sortira en août. Envoyez vos articles courts (200 mots) avant le 15 août à debtbulletin@illegitimatedebt.org